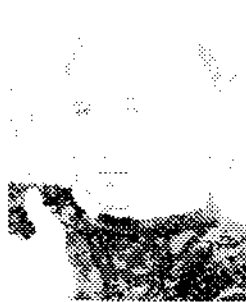


## Washington semble privilégier l'instauration d'une administration militaire au détriment des opposants au régime de Bagdad

« Gouverner l'Irak sans les Irakiens », les dangers du plan américain



Ahmad Chalabi leader du CNI



Mohammed Baker al-Hakim qui dirige l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak.



Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique kurde, durant une conférence de presse hier dans le nord de l'Irak.

Alors que Washington continue de masser ses troupes autour de l'Irak, le secrétaire d'État américain distille depuis deux semaines des informations sur les plans de l'Administration Bush en Irak. Il y a dix jours, Colin Powell soulignait que l'opération militaire américaine en Irak s'inscrivait dans un projet plus vaste de « remodelage régional », dont les pays soutenant Washington seraient bénéficiaires. Jeudi dernier, le chef de la diplomatie américaine enfonce le clou, levant le voile sur les desseins américains pour l'après-Saddam Hussein. Ainsi, si une grande partie des institutions irakiennes existantes, purgée des anciens responsables du régime actuel, devrait rester quand même en place, c'est au chef du commandement central des forces américaines dans le Golfe que devrait revenir la direction effective du pays « pour la période la plus courte possible ». Du rôle de l'opposition irakienne dans ce schéma, il n'a nullement été question durant l'exposé de Powell. Une opposition dont on annonçait pourtant qu'elle était entraînée en Europe centrale, dont certaines composantes bénéficiaient d'un large financement américain et dont on étalait l'agenda des réunions conciliatoires. Quelles sont les causes de cette apparente mise à l'écart de l'opposition ? Et, peut-être plus grave encore, on peut s'interroger sur les conséquences de son éventuel évincement.

L'emploi du terme générique d'« opposition irakienne » masque l'un de ses travers majeurs. Car, plutôt qu'une opposition, il s'agit d'une pléthore de groupes opposants aux multiples racines communautaires et idéologiques. L'opposition irakienne compte en effet aujourd'hui six courants principaux : le mouvement de la monarchie constitutionnelle de Chérif Ali ben al-Hussein, cousin de Fayçal II, le dernier roi d'Irak assassiné en 1958 ; l'Accord national irakien (ANI) de l'ancien cadre du parti Baas Iyad Mohammed Alaoui qui compte d'anciens officiers sunnites ; le Congrès national irakien (CNI) du banquier chiite Ahmad Chalabi, formé en 1992 à la suite d'une initiative américaine et qui rassemble plusieurs partis d'opposition dont les deux partis kurdes qui contrôlent une partie du nord de l'Irak, à savoir l'Union patriotique kurde (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ; enfin, l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII), un mouvement chiite fondé en Iran par l'hodjatoleislam Saïd Mohammed Baker al-Hakim.

L'atomisation de l'opposition irakienne tient à trois facteurs. Le facteur communautaire d'une part, chaque communauté ethnique ou religieuse ayant son (voire ses) parti(s). Des partis derrière lesquels, on retrouve, et ceci est une seconde source de division, le soutien d'un pays voisin : l'Iran pour le mouvement religieux chiite, la Syrie et l'Égypte pour les Irakiens sunnites, et les provinces kurdes de Turquie et d'Iran pour les Kurdes du nord de l'Irak.

L'exil est la troisième cause de l'atomisation de l'opposition irakienne. Un exil auquel nombre d'opposants ont dû se résoudre, en particulier les Kurdes et les chiites après l'« intifada irakienne » de 1991, pour reprendre l'expression de Pierre-Jean Luizard, spécialiste de l'Irak et auteur d'un ouvrage de référence, La question irakienne. Un soulèvement réprimé dans le sang par Bagdad. « Quand on n'a pas de territoire, on est forcément moins efficace », explique, pour sa part, Chibli Mallat, avocat libanais, connaisseur de l'opposition irakienne, avant d'ajouter que « le système de peur aujourd'hui en Irak est tel qu'un opposant, ou un velléitaire d'opposition, est un homme mort ». « On ne peut comprendre l'opposition irakienne que comme une opposition d'exilés », ajoute-t-il. « Il y a certes eu des figures importantes de la résistance en Irak, telles Mohammed Baker el-Sadr, une des personnalités chiites les plus remarquables du XXe siècle, mais elles ont été assassinées », conclut-il.

L'opposition kurde est un bon exemple de ces divisions que l'opposition a tant de mal à surmonter. « Après la guerre du Golfe de 1991, un territoire kurde autonome a été créé au nord de l'Irak. Pendant quelque temps, toute l'opposition irakienne, y compris quelques chiites, s'est retrouvée là-bas au sein du CNI. Mais les Kurdes ont empêché le développement de ce réseau en raison de son caractère trop arabe. L'éruption de la guerre civile kurde en 1994 a parachevé le délitement de l'opposition », explique M. Mallat. Les Kurdes sont en effet tiraillés entre deux tendances. L'UPK de Talabani, activiste, veut un changement de régime. Le PDK de Barzani, plus conservateur, ne fait pas du tout confiance aux États-Unis après l'abandon en 1975 du grand mollah Mustapha par Washington.

Pour Salem Nachkour, exilé irakien et journaliste au Liban, malgré ses clivages d'ordre communautaire,

Washington semble privilégier l'instauration d'une administration militaire au détriment des conceptions idéologique et territorial, l'opposition irakienne est d'accord sur un point : renverser Saddam Hussein.

Cet objectif commun aurait-il été insuffisant à unir l'opposition ? Les clivages en son sein seraient-ils encore si profonds qu'ils auraient incité Washington à l'écartier de ses projets d'après-guerre ?

Peut-être l'opposition fait-elle aujourd'hui les frais de ses faiblesses intrinsèques, mais Washington assume également une part de responsabilité dans l'échec à unir les différents courants.

### Washington divisée

L'Administration Bush est en effet elle-même divisée au sujet de l'opposition irakienne et n'a pas été capable de présenter un plan unique distribuant les rôles au sein d'un futur gouvernement irakien.

Les relations entre Ahmad Chalabi, chef du CNI, et l'Administration Bush sont à ce titre révélatrices du désordre qui règne à Washington sur la question irakienne.

À partir de 1991, Ahmad Chalabi lance une campagne de lobbying dans la capitale fédérale américaine. « Un lobbying d'une efficacité surprenante, puisqu'il parvient à faire adopter par le Congrès en 1998 le "Iraqi Liberation Act", explique M. Mallat. Cette loi précise les objectifs de la politique américaine en Irak, soit l'établissement de la démocratie, et définit un certain nombre de mesures pour y parvenir dont le financement de partis d'opposition. Ahmad Chalabi parvient notamment à obtenir le soutien de sénateurs républicains puissants tels Trent Lott, Jesse Helms ou encore Richard Perle, auteurs ces derniers jours de piques acerbes contre l'axe franco-allemand. Mais, « si Chalabi réussit sa campagne de manière spectaculaire avec le Congrès, il échoue de manière non moins spectaculaire avec le département d'État », ajoute M. Mallat. Un département d'État qui, selon P.-J. Luizard, considère M. Chalabi comme un escroc international et dès lors accorde son soutien à d'autres partis, tels l'INA ou les Kurdes.

Autre preuve de l'incapacité américaine à unir l'opposition : les deux partis kurdes ont encore aujourd'hui chacun leur bureau dans la capitale fédérale, selon M. Mallat. Les différentes Administrations ont été incapables de les contraindre à s'unir au sein d'un même bureau. Au contraire, chaque partie s'est employée à encourager l'un ou l'autre.

« Durant ces huit dernières années, les États-Unis ont délibérément divisé les opposants irakiens, chaque centre de décision soutenant son poulain. Aujourd'hui, le résultat est catastrophique », explique M. Mallat.

Les difficultés de l'opposition irakienne à parler d'une seule voix ont donc des causes intrinsèques et extérieures.

Cette opposition, avant le discours de M. Powell devant une commission du Congrès jeudi dernier, semblait toutefois bénéficier de l'attention de Washington puisqu'on annonçait l'envoi d'exilés en Europe centrale pour des entraînements militaires. Selon M. Nachkour, près de 3 000 réfugiés irakiens des États-Unis et de Grande-Bretagne, choisis par l'intermédiaire des principaux partis d'opposition, sont actuellement en Pologne où ils suivent une formation à la gestion, à la communication. De quoi les préparer à jouer un rôle dans un nouveau gouvernement irakien. Toutefois pour M. Mallat, il y a trop de dissensions à Washington pour que ces « bras résistants ne soient plus que des traducteurs au service de l'armée américaine ».

### Engagement à durée indéterminée

L'Administration Bush, si elle s'en tient au plan présenté par M. Powell, aura-t-elle les moyens d'instaurer un régime stable en Irak ? Ils sont plusieurs à tirer la sonnette d'alarme. Kanan Makiya, informé du plan avant sa publication, expliquait la semaine dernière : ce plan « est à prendre et ne penser même pas à le laisser. Or toutes les personnalités de l'opposition sont mises sur la touche. Ce plan aura pour conséquences de transformer l'opposition irakienne en opposante aux États-Unis ». Or, pour M. Mallat, « les États-unis ne peuvent pas gouverner l'Irak sans les Irakiens ».

David L. Phillips, vice-président du Center for preventive action at the Council on Foreign relations, avait déjà tiré la sonnette d'alarme dans les colonnes du New York Times le 29 novembre dernier. « Pour éviter un engagement à durée indéterminée, l'Administration Bush doit mettre au point l'intégration d'une direction irakienne. La construction nationale sur une base de coopération est la clé d'un transfert du pouvoir en douceur. Sans cela, l'Administration Bush réalisera qu'entrer en Irak était de loin plus simple que d'en sortir ».

Un maintien sur le long terme de la présence militaire américaine en Irak n'est pas dénué de conséquences. Selon M. Nachkour, « le peuple irakien n'est pas d'un antiaméricanisme exacerbé. Les Irakiens veulent par-dessus tout se débarrasser de Saddam Hussein. Mais tout peut arriver si la population réalise qu'elle est à nouveau colonisée ». Pierre-Jean Luizard résumait bien, dans les colonnes du Monde en octobre dernier, l'ampleur de la menace qui pèse sur l'Irak si Washington maintient ses plans : « Si, comme on l'entend, les États-Unis se préparent à rester quinze ans pour assurer leur domination, cela signifiera le retour à l'époque du mandat international. On sait ce qui est advenu. Les forces historiques qui ont alors balayé une monarchie identifiée aux intérêts étrangers se reconstitueront, et elles sont toutes d'autant plus antioccidentales que le mouvement religieux chiite y a remplacé le Parti communiste ». Si les États-Unis justifient le concept de « guerre préventive »

par la nécessité d'instaurer la paix, ce raisonnement semble encore une fois pour le moins bancal.

Émilie SUEUR

